



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DES BOUCHES-DU-RHÔNE

**DIRECTION DES COLLECTIVITÉS LOCALES
ET DU DÉVELOPPEMENT DURABLE**

Marseille, le

25 JAN. 2010

**BUREAU DES INSTALLATIONS CLASSEES POUR
LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**

Boulevard Paul Peytral 13282 MARSEILLE cedex 20

☎ 04.91.15.60.00 - Télécopie 04.91.15.61.67

Dossier suivi par : Mme SOLA

☎ 04.91.15.69.32

N° 2009-462 SANC-MD

ARRÊTÉ

portant MISE EN DEMEURE

à l'encontre de la SA TOTAL RAFFINAGE MARKETING

concernant le dépôt d'hydrocarbures

situé à Martigues (13500) sur le site de LAVERA

**LE PRÉFET DE LA RÉGION PROVENCE, ALPES, CÔTE D'AZUR,
PRÉFET DES BOUCHES-DU-RHÔNE,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE**

VU le Code de l'Environnement, Livre V Titre 1er relatif aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) et notamment ses articles L 514-1 et suivants,

VU l'arrêté ministériel du 9 novembre 1972 relatif aux règles d'aménagement et d'exploitation des dépôts d'hydrocarbures liquides,

VU l'arrêté préfectoral n° 6-1982 A du 1^{er} juillet 1982 autorisant la C.F.R à augmenter la capacité de son dépôt d'hydrocarbures à MARTIGUES – LAVERA,

VU l'arrêté ministériel du 10 mai 2000 relatif à la prévention des accidents majeurs impliquant des substances ou des préparations dangereuses présentes dans certaines catégories d'installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation, et sa circulaire d'application du même jour,

VU le procès verbal n°857-2009 en date du 16 octobre 2009 dressé par les services de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement lors de la constatation de deux infractions à la réglementation sur les ICPE, dans le cadre d'une investigation à la suite d'un incident survenu le 16 septembre 2009,

VU l'avis du sous-préfet d'Istres du 2 novembre 2009,

CONSIDERANT que la Société Anonyme TOTAL RAFFINAGE MARKETING ne respecte pas les dispositions du règlement général de sécurité et du système de gestion de la sécurité prévues respectivement aux articles 702 et 703 du règlement, annexés à l'arrêté du 9 novembre 1972 et à l'article 7 de l'arrêté du 10 mai 2000 susvisés,

CONSIDERANT que les infractions constatées par l'Inspection des Installations Classées révèlent l'application partielle de la procédure générale relative à l'autorisation de travail informatisée prévu par le règlement général de sécurité et le système de gestion de la sécurité et de la consigne concernant la conduite à tenir en cas de pluie, pour la vidange des compartiments de rétention,

CONSIDERANT qu'en application des dispositions de l'article L.514-1 du Code de l'Environnement, lorsqu'un inspecteur des installations classées a constaté le non-respect des prescriptions techniques imposées à l'exploitant d'une installation classée, le Préfet met en demeure celui-ci de respecter ces prescriptions dans un délai déterminé,

SUR la proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône,

ARRETE

ARTICLE 1 :

La SOCIETE ANONYME TOTAL RAFFINAGE MARKETING, dont le siège social est situé à PUTEAUX – 92800 – 24 cours Michelet, est mise en demeure de respecter dans un **délai de 3 mois**, à compter de la notification du présent arrêté, pour les installations qu'elle exploite à LAVERA – CD 49 - 13500 MARTIGUES :

- le paragraphe 321 « tous travaux » du règlement général de sécurité, établi en application des articles 702 et 703 du règlement annexé à l'arrêté ministériel du 9 novembre 1972 relatif aux règles d'aménagement et d'exploitation des dépôts d'hydrocarbures liquides,
- le paragraphe 520 « Maîtrise d'exploitation, maîtrise des procédés » du Manuel du Système de Gestion de la Sécurité établi en application de l'article 7 de l'arrêté ministériel du 10 mai 2000 relatif à la prévention des accidents majeurs impliquant des substances ou des préparations dangereuses présentes dans certaines catégories d'installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation,
- le 3^{ème} paragraphe de la consigne d'exploitation générale concernant la conduite à tenir en cas de pluie, établie en application des articles 702 et 703 susvisés.

ARTICLE 2 :

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L.514-1 du Code de l'Environnement.

ARTICLE 3 :

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 4 :

- le Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches du Rhône,
- Le Sous-Préfet d'Istres,
- Le Maire de Martigues,
- ~~X~~ Le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement,
- Le Directeur Régional des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi,
- Le Directeur Départemental des Services d'Incendies et de Secours,

et toutes autorités de Police et de Gendarmerie,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Marseille, le
Pour le Préfet
Le Secrétaire Général

Jean-Paul CELET



